Journal officiel

de l'Union européenne

ISSN 1725-2563

L 208

46^e année

19 août 2003

Édition de langue française

Législation

Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- Règlement (CE) n° 1457/2003 de la Commission du 18 août 2003 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes 1
- ★ **Règlement (CE) n° 1458/2003 de la Commission du 18 août 2003 portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires dans le secteur de la viande de porc** 3
- ★ **Règlement (CE) n° 1459/2003 de la Commission du 18 août 2003 fixant, pour la campagne de commercialisation 2003/2004, le prix minimal à payer aux producteurs pour les figes sèches non transformées ainsi que le montant de l'aide à la production pour les figes sèches** 11
- ★ **Règlement (CE) n° 1460/2003 de la Commission du 18 août 2003 établissant, pour les campagnes de commercialisation 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006, les modalités d'application du règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil en ce qui concerne les besoins maximaux supposés en sucre brut de l'industrie de raffinage** 12
- ★ **Règlement (CE) n° 1461/2003 de la Commission du 18 août 2003 établissant les conditions applicables aux projets pilotes relatifs à la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche et à la télédétection** 14
- Règlement (CE) n° 1462/2003 de la Commission du 18 août 2003 fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza 17

1

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) N° 1457/2003 DE LA COMMISSION
du 18 août 2003
établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains
fruits et légumes

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 3223/94 de la Commission du 21 décembre 1994 portant modalités d'application du régime à l'importation des fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1947/2002 ⁽²⁾, et notamment son article 4, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

(1) Le règlement (CE) n° 3223/94 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes qu'il précise dans son annexe.

(2) En application des critères susvisés, les valeurs forfaitaires à l'importation doivent être fixées aux niveaux repris à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 4 du règlement (CE) n° 3223/94 sont fixées comme indiqué dans le tableau figurant en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 août 2003.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission
J. M. SILVA RODRÍGUEZ
Directeur général de l'agriculture

⁽¹⁾ JO L 337 du 24.12.1994, p. 66.

⁽²⁾ JO L 299 du 1.11.2002, p. 17.

ANNEXE

du règlement de la Commission du 18 août 2003 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)

Code NC	Code des pays tiers ⁽¹⁾	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	060	49,6
	999	49,6
0709 90 70	052	83,4
	999	83,4
0805 50 10	382	50,7
	388	54,6
	524	54,0
	528	63,2
	999	55,6
0806 10 10	052	120,9
	064	140,1
	400	193,4
	600	129,5
	999	146,0
0808 10 20, 0808 10 50, 0808 10 90	039	65,0
	388	74,7
	400	91,1
	508	84,8
	512	96,3
	528	60,6
	720	54,2
	800	126,1
	804	90,0
	999	82,5
0808 20 50	052	101,6
	388	66,7
	512	87,0
	528	87,6
	800	123,4
	999	93,3
0809 30 10, 0809 30 90	052	119,1
	068	54,1
	094	70,9
	999	81,4
0809 40 05	064	65,1
	066	61,9
	093	60,7
	094	60,9
	624	145,2
	999	78,8

(¹) Nomenclature des pays fixée par le règlement (CE) n° 2020/2001 de la Commission (JO L 273 du 16.10.2001, p. 6). Le code «999» représente «autres origines».

RÈGLEMENT (CE) N° 1458/2003 DE LA COMMISSION

du 18 août 2003

portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires dans le secteur de la viande de porc

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2759/75 du Conseil du 29 octobre 1975 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande de porc ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1365/2000 ⁽²⁾, et notamment son article 8, paragraphe 2, son article 11, paragraphe 1, et son article 22, deuxième alinéa,

vu le règlement (CE) n° 1095/96 du Conseil du 18 juin 1996 concernant la mise en œuvre des concessions figurant sur la liste CXL établie à la suite de la conclusion des négociations au titre de l'article XXIV, paragraphe 6, du GATT ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er},

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 1486/95 de la Commission du 28 juin 1995 portant ouverture et mode de gestion des contingents tarifaires dans le secteur de la viande de porc ⁽⁴⁾ a été modifié à plusieurs reprises et de façon substantielle ⁽⁵⁾. Il convient, dans un souci de clarté et de rationalité, de procéder à la codification dudit règlement.
- (2) Dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, la Communauté a négocié divers accords et notamment l'accord sur l'agriculture. L'accord programme entre autres l'accès au marché communautaire de certains produits dans le secteur de la viande de porc en provenance des pays tiers. Il y a lieu dès lors d'établir les modalités d'application spécifiques du régime d'importation pour le secteur de la viande de porc.
- (3) L'accord requiert la suppression des prélèvements variables à l'importation en convertissant en droit de douane l'ensemble des mesures qui restreignent l'importation de produits agricoles.
- (4) Il y a lieu d'assurer la gestion du régime par le biais de certificats d'importation. À cet effet, il y a lieu de définir, en particulier, les modalités de présentation des demandes et les éléments appelés à figurer sur les demandes et certificats, par dérogation à l'article 8 du règlement (CE) n° 1291/2000 de la Commission du 9 juin 2000 portant modalités communes d'application du régime des certificats d'importation, d'exportation et de préfixation pour les produits agricoles ⁽⁶⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 325/2003 ⁽⁷⁾. Il y a lieu, en outre, de délivrer les certificats après un délai de

réflexion et en appliquant éventuellement un pourcentage d'acceptation unique. Dans l'intérêt des opérateurs, il y a lieu de prévoir que la demande de certificat puisse être retirée après la fixation du coefficient d'acceptation.

- (5) Pour une raison de clarté, il est opportun de préciser que toute importation dans le cadre d'un contingent nécessite un certificat d'importation. Il y a lieu d'établir la quantité seuil permettant aux opérateurs de retirer la demande de certificat après l'application du pourcentage unique d'acceptation.
- (6) Pour faciliter le commerce entre la Communauté européenne et les pays tiers, il est nécessaire de permettre l'importation des produits du secteur de la viande de porc sans qu'il y ait l'obligation de l'importation du pays d'origine, qui doit être toutefois mentionné pour des raisons statistiques dans la case 8 du certificat d'importation.
- (7) Afin d'assurer la régularité des importations, il est nécessaire, d'une part, de définir les produits soumis au régime d'importation et, d'autre part, d'étaler sur la période du 1^{er} juillet au 30 juin les quantités prévues à l'annexe I du présent règlement.
- (8) Pour assurer une gestion efficace du régime, il convient de fixer à 20 euros par 100 kilogrammes le montant de la garantie relative aux certificats d'importation dans le cadre dudit régime. Le risque de spéculation inhérent au régime dans le secteur de la viande de porc amène à subordonner l'accès des opérateurs audit régime au respect de conditions précises.
- (9) Il est opportun d'attirer l'attention des opérateurs sur le fait que les certificats ne peuvent être utilisés que pour les produits qui sont en règle avec toutes les dispositions vétérinaires en vigueur dans la Communauté.
- (10) Afin de garantir une gestion correcte des régimes d'importation, il est nécessaire que des informations précises concernant les quantités effectivement importées soient fournies à la Commission par les États membres. Dans un souci de clarté, un formulaire unique doit être utilisé pour la communication des quantités entre les États membres et la Commission.
- (11) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande de porc,

⁽¹⁾ JO L 282 du 1.11.1975, p. 1.⁽²⁾ JO L 156 du 29.6.2000, p. 5.⁽³⁾ JO L 146 du 20.6.1996, p. 1.⁽⁴⁾ JO L 145 du 29.6.1995, p. 58.⁽⁵⁾ Voir annexe V.⁽⁶⁾ JO L 152 du 24.6.2000, p. 1.⁽⁷⁾ JO L 47 du 21.2.2003, p. 21.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les contingents tarifaires d'importation prévus à l'annexe I sont ouverts annuellement pour les groupes de produits qui y sont mentionnés, et aux conditions y afférentes.

Article 2

Au sens du présent règlement, parmi les produits relevant du code NC ex 0203 19 55 et ex 0203 29 55 visés aux groupes G 2 et G 3 de l'annexe I, sont considérés comme:

- «longes désossées», les longes et morceaux de longes désossées, sans le filet, avec ou sans la couenne et le lard,
- «filet mignon», le morceau comprenant la viande des muscles *musculus major psoas* et *musculus minor psoas*, avec ou sans tête, paré ou non.

Article 3

Les contingents tarifaires prévus à l'annexe I sont répartis par tranches trimestrielles de 25 % applicables le 1^{er} juillet, le 1^{er} octobre, le 1^{er} janvier et le 1^{er} avril.

Article 4

Les certificats d'importation pour les contingents tarifaires prévus à l'annexe I sont régis par les dispositions suivantes:

- a) le demandeur d'un certificat d'importation doit être une personne physique ou morale qui, au moment de l'introduction de la demande, peut prouver, à la satisfaction des autorités compétentes des États membres, qu'elle exerce, depuis les douze derniers mois au moins, une activité de commerce avec les pays tiers dans le secteur de la viande de porc; toutefois, les établissements de détail ou de la restauration vendant leurs produits au consommateur final sont exclus du bénéfice du régime;
- b) la demande de certificat ne doit mentionner qu'un des numéros de groupe définis à l'annexe I du présent règlement; elle peut porter sur plusieurs produits relevant de codes NC différents et originaires d'un seul pays; dans ce cas, tous les codes NC et leur désignation doivent être inscrits, respectivement, dans les cases 16 et 15; pour le groupe G 2, la demande de certificat doit porter sur, au minimum, 20 tonnes et, au maximum, 10 % de la quantité disponible pendant la période définie à l'article 3; pour les autres groupes, la demande de certificat doit porter sur, au minimum, 1 tonne et, au maximum, 10 % de la quantité disponible pendant la période définie à l'article 3;
- c) la demande de certificat et le certificat contiennent, dans la case 8, la mention du pays d'origine;
- d) la demande de certificat et le certificat contiennent, dans la case 20, l'une des mentions suivantes:
 - Reglamento (CE) n° 1458/2003
 - Forordning (EF) nr. 1458/2003
 - Verordnung (EG) Nr. 1458/2003
 - Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 1458/2003
 - Regulation (EC) No 1458/2003

- Règlement (CE) n° 1458/2003
- Regolamento (CE) n. 1458/2003
- Verordening (EG) nr. 1458/2003
- Regulamento (CE) n.º 1458/2003
- Asetus (EY) N:o 1458/2003
- Förordning (EG) nr 1458/2003

e) le certificat contient, dans la case 24, l'une des mentions suivantes:

droit de douane fixé à ... en application du:

- Reglamento (CE) n° 1458/2003
- Forordning (EF) nr. 1458/2003
- Verordnung (EG) Nr. 1458/2003
- Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 1458/2003
- Regulation (EC) No 1458/2003
- Règlement (CE) n° 1458/2003
- Regolamento (CE) n. 1458/2003
- Verordening (EG) nr. 1458/2003
- Regulamento (CE) n.º 1458/2003
- Asetus (EY) N:o 1458/2003
- Förordning (EG) nr 1458/2003.

Article 5

1. La demande de certificat ne peut être introduite qu'au cours des sept premiers jours du mois précédant chaque période définie à l'article 3.

2. La demande de certificat n'est recevable que si le demandeur déclare par écrit ne pas avoir introduit et s'engager à ne pas introduire, pour la période en cours, d'autre demande concernant les produits du même groupe prévus à l'annexe I dans l'État membre de dépôt de la demande ou dans un autre État membre.

Si un demandeur introduit plus d'une demande pour des produits d'un même groupe prévus à l'annexe I, aucune de ses demandes n'est recevable. Toutefois, chaque demandeur peut présenter plusieurs demandes de certificats d'importation pour les produits d'un même groupe prévus à l'annexe I, si ces produits sont originaires de plusieurs pays différents.

3. Les demandes portant chacune sur un seul pays d'origine doivent être introduites en même temps auprès de l'autorité compétente d'un État membre. Elles sont considérées, en ce qui concerne le maximum visé à l'article 4, point b), et pour l'application de la règle contenue au paragraphe 2, deuxième alinéa, du présent article, comme une seule demande.

4. Une garantie de 20 euros par 100 kilogrammes est déposée à l'appui des demandes de certificat d'importation pour tous les produits figurant à l'annexe I.

5. Les États membres communiquent à la Commission, le troisième jour ouvrable suivant celui de la fin de la période de dépôt des demandes, les demandes introduites pour chacun des produits des groupes concernés. Cette communication comprend la liste des demandeurs et un relevé des quantités demandées.

Toutes les communications, y compris la communication «néant», sont effectuées par message télex ou par télécopie, le jour ouvrable stipulé, selon le modèle reproduit à l'annexe II si aucune demande n'a été introduite, ou selon les modèles reproduits aux annexes II et III si des demandes ont été introduites.

6. La Commission décide dans les meilleurs délais dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes visées à l'article 4.

Si les quantités pour lesquelles des certificats ont été demandés dépassent les quantités disponibles, la Commission fixe un pourcentage unique d'acceptation des quantités demandées. Dans le cas où ce pourcentage est inférieur à 5 %, la Commission peut ne pas donner suite aux demandes; la garantie est alors libérée immédiatement.

7. L'opérateur peut renoncer à sa demande de certificat dans les dix jours ouvrables suivant la publication du pourcentage unique d'acceptation au *Journal officiel de l'Union européenne*, si l'application de ce pourcentage conduit à la fixation d'une quantité inférieure à 20 tonnes pour le groupe G 2 et inférieure à 1 tonne pour les autres groupes. Les États membres en informent la Commission dans les cinq jours suivant le retrait de la demande de certificat et libèrent la garantie immédiatement.

8. La Commission détermine la quantité restante qui s'ajoute à la quantité disponible de la période suivante à l'intérieur de la période visée à l'article 1^{er}.

9. Les certificats sont délivrés, dès que possible, après la prise de décision par la Commission.

10. Les certificats ne peuvent être utilisés que pour les produits qui sont en règle avec toutes les dispositions vétérinaires en vigueur dans la Communauté.

11. Les États membres notifient à la Commission, avant la fin du quatrième mois suivant chaque période annuelle allant du 1^{er} juillet au 30 juin, les quantités effectivement importées au titre du présent règlement au cours de la période concernée.

Pour toutes les notifications, y compris celles indiquant qu'aucune quantité n'a été importée, l'utilisation du modèle figurant à l'annexe IV est obligatoire.

Article 6

1. Aux fins de l'application de l'article 23, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1291/2000, la durée de validité des certificats d'importation est de cent cinquante jours à partir de la date de leur délivrance effective.

Toutefois, la durée de validité des certificats ne peut pas dépasser la date du 30 juin de l'année de délivrance.

2. Les certificats d'importation délivrés au titre du présent règlement ne sont pas transmissibles.

Article 7

Les dispositions du règlement (CE) n° 1291/2000 sont applicables sans préjudice des dispositions du présent règlement.

Toutefois, par dérogation à l'article 8, paragraphe 4, dudit règlement, la quantité importée sous le couvert du présent règlement ne peut être supérieure à celle mentionnée dans les cases 17 et 18 du certificat d'importation. Le chiffre «0» est inscrit à cet effet dans la case 19 dudit certificat.

Article 8

Le règlement (CE) n° 1486/95 est abrogé.

Les références faites au règlement abrogé s'entendent comme faites au présent règlement et sont à lire selon le tableau de correspondance figurant à l'annexe VI.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANNEXE I

Numéro du groupe	Code NC	Désignation des marchandises	Droits de douane (euros par tonne)	Quantités en tonnes à partir du 1 ^{er} juillet 2000
G2	ex 0203 19 55 ex 0203 29 55	Longes et jambons désossés frais, réfrigérés ou congelés	250	34 000
G3	ex 0203 19 55 ex 0203 29 55	Filet frais, réfrigéré ou congelé	300	5 000
G4	1601 00 91 1601 00 99	Saucisses et saucissons, secs ou à tartiner, non cuits Autres	747 502	} 3 000
G5	1602 41 10 1602 42 10 1602 49 11 1602 49 13 1602 49 15 1602 49 19 1602 49 30 1602 49 50	Autres préparations et conserves de viande, d'abats ou de sang	784 646 784 646 646 428 375 271	} 6 100
G6	0203 11 10 0203 21 10	Carcasses ou demi-carcasses fraîches, réfrigérées ou congelées	268	15 000
G7	0203 12 11 0203 12 19 0203 19 11 0203 19 13 0203 19 15 ex 0203 19 55 0203 19 59 0203 22 11 0203 22 19 0203 29 11 0203 29 13 0203 29 15 ex 0203 29 55 0203 29 59	Morceaux frais, réfrigérés ou congelés, désossés et non désossés, à l'exception des filets, présentés seuls	389 300 300 434 233 434 434 389 300 300 434 233 434 434	} 5 500

ANNEXE II

Application du règlement (CE) n° 1458/2003 — Importations GATT

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
DG AGRI/D/2 — Secteur de la viande de porc

Demande de certificats d'importation	Date	Période
État membre: Expéditeur: Responsable à contacter: Téléphone: Télécopie:		
Destinataire: DG AGRI/D/2 — Télécopieur (32-2) 296 62 79 ou 296 12 27		
Numéro du groupe	Quantité demandée	
G 2		
G 3		
G 4		
G 5		
G 6		
G 7		

ANNEXE III

Application du règlement (CE) n° 1458/2003 — Importations GATT

Demande de certificats d'importation		Date	Secteur de la viande de porc	
État membre:				
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 2				
		Total		
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 3				
		Total		
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 4				
		Total		
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 5				
		Total		
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 6				
		Total		
<i>(en tonnes)</i>				
Numéro de groupe	Code NC	Demandeur (nom et adresse)	Quantité	Pays d'origine
G 7				
		Total		

ANNEXE IV

Communication des quantités effectivement importées

État membre:

Application de l'article du règlement (CE) n°

Quantités de produits effectivement importées:

À: DG AGRI/D/2 — Télécopieur (32-2) 296 62 79

Groupe n°	Quantité effectivement importée	Pays d'origine

ANNEXE V

Règlement abrogé, avec ses modifications successives

Règlement (CE) n° 1486/95 de la Commission	(JO L 145 du 29.6.1995, p. 58)
Règlement (CE) n° 1176/96 de la Commission	(JO L 155 du 28.6.1996, p. 26)
Règlement (CE) n° 2068/96 de la Commission, uniquement article 2	(JO L 277 du 30.10.1996, p. 12)
Règlement (CE) n° 1244/97 de la Commission	(JO L 173 du 1.7.1997, p. 80)
Règlement (CE) n° 1390/98 de la Commission	(JO L 187 du 1.7.1998, p. 28)
Règlement (CE) n° 1409/1999 de la Commission	(JO L 164 du 30.6.1999, p. 51)
Règlement (CE) n° 1378/2000 de la Commission	(JO L 156 du 29.6.2000, p. 31)
Règlement (CE) n° 1006/2001 de la Commission, uniquement article 2	(JO L 140 du 24.5.2001, p. 13)

ANNEXE VI

Tableau de correspondance

Règlement (CE) n° 1486/95	Présent règlement
Articles 1 ^{er} à 4	Articles 1 ^{er} à 4
Article 5, paragraphe 1	Article 5, paragraphe 1
Article 5, paragraphe 2, premier et deuxième alinéas	Article 5, paragraphe 2, premier et deuxième alinéas
Article 5, paragraphe 2, troisième alinéa	Article 5, paragraphe 3
Article 5, paragraphe 3	Article 5, paragraphe 4
Article 5, paragraphe 4	Article 5, paragraphe 5
Article 5, paragraphe 5, premier et deuxième alinéas	Article 5, paragraphe 6, premier et deuxième alinéas
Article 5, paragraphe 5, troisième alinéa	Article 5, paragraphe 7
Article 5, paragraphe 5, quatrième alinéa	Article 5, paragraphe 8
Article 5, paragraphe 6	Article 5, paragraphe 9
Article 5, paragraphe 7	Article 5, paragraphe 10
Article 5, paragraphe 8	Article 5, paragraphe 11
Article 6, premier et deuxième alinéas	Article 6, paragraphe 1, premier et deuxième alinéas
Article 6, troisième alinéa	Article 6, paragraphe 2
Article 7	Article 7
—	Article 8
Article 8	Article 9
Annexe I	Annexe I
Annexe II	Annexe II
Annexe III	Annexe III
Annexe IV	Annexe IV
—	Annexe V
—	Annexe VI

RÈGLEMENT (CE) N° 1459/2003 DE LA COMMISSION

du 18 août 2003

fixant, pour la campagne de commercialisation 2003/2004, le prix minimal à payer aux producteurs pour les figes sèches non transformées ainsi que le montant de l'aide à la production pour les figes sèches

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil du 28 octobre 1996 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 453/2002 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 6 *ter*, paragraphe 3, et son article 6 *quater*, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement (CE) n° 449/2001 de la Commission du 2 mars 2001 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil en ce qui concerne le régime d'aide dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1426/2002 ⁽⁴⁾, a fixé dans son article 2, paragraphe 1, point c), les dates des campagnes de commercialisation des figes sèches.
- (2) Les critères de fixation du prix minimal et du montant de l'aide à la production sont déterminés, respectivement, à l'article 6 *ter* et à l'article 6 *quater* du règlement (CE) n° 2201/96.
- (3) L'article 1^{er} du règlement (CE) n° 1573/1999 de la Commission du 19 juillet 1999 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2201/96 du Conseil en ce qui concerne les caractéristiques des figes sèches

bénéficiant du régime d'aide à la production ⁽⁵⁾ établit les critères auxquels les produits doivent répondre pour bénéficier du prix minimal et du paiement de l'aide.

- (4) Il convient en conséquence de fixer le prix minimal et l'aide à la production pour la campagne de commercialisation 2003/2004.
- (5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des produits transformés à base de fruits et légumes,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Pour la campagne de commercialisation 2003/2004:

- a) le prix minimal, visé à l'article 6 *ter* du règlement (CE) n° 2201/96, est de 878,86 euros par tonne net départ producteur pour les figes sèches non transformées;
- b) l'aide à la production, visée à l'article 6 *quater* du règlement (CE) n° 2201/96, est de 264,83 euros par tonne net pour les figes sèches.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission

Franz FISCHLER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 297 du 21.11.1996, p. 29.

⁽²⁾ JO L 72 du 14.3.2002, p. 9.

⁽³⁾ JO L 64 du 6.3.2001, p. 16.

⁽⁴⁾ JO L 206 du 4.8.2002, p. 4.

⁽⁵⁾ JO L 187 du 20.7.1999, p. 27.

RÈGLEMENT (CE) N° 1460/2003 DE LA COMMISSION
du 18 août 2003

établissant, pour les campagnes de commercialisation 2003/2004, 2004/2005 et 2005/2006, les modalités d'application du règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil en ce qui concerne les besoins maximaux supposés en sucre brut de l'industrie de raffinage

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 1260/2001 du Conseil du 19 juin 2001 portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié par le règlement (CE) n° 680/2002 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 39, paragraphe 6, et son article 41, deuxième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 39 du règlement (CE) n° 1260/2001 prévoit les dispositions relatives à l'approvisionnement adéquat des raffineries communautaires telles que définies à l'article 7, paragraphe 4, quatrième alinéa, dudit règlement, y compris les mesures applicables lors du dépassement des besoins maximaux supposés de l'industrie de raffinage.
- (2) Afin d'assurer le respect des dispositions concernant les besoins maximaux supposés fixés à l'article 39, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/2001, il est nécessaire de prévoir les mesures permettant la comptabilisation par les États membres des données y relatives, ainsi que leur communication à la Commission.
- (3) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion sucre,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

1. Aux fins de l'application de la pénalité prévue à l'article 39, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1260/2001, on entend par dépassement des besoins maximaux supposés le total des quantités:
 - a) de sucre brut préférentiel ACP-Inde importé en application du titre II du règlement (CE) n° 1159/2003 de la Commission ⁽³⁾;
 - b) de sucre préférentiel spécial importé en application du titre III du règlement (CE) n° 1159/2003;
 - c) de sucre concessions CXL importé en application du titre IV du règlement (CE) n° 1159/2003;
 - d) de sucre brut obtenu dans les départements français d'outre-mer;
 - e) de sucre brut des contingents tarifaires ouverts pour les pays les moins avancés en application du règlement (CE) n° 1381/2002 de la Commission ⁽⁴⁾;

f) le cas échéant, de sucre brut de betteraves visé à l'article 38, paragraphe 5, du règlement (CE) n° 1260/2001,

qui sont effectivement raffinées en raffineries au-delà des besoins supposés qui sont fixés à l'article 39, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/2001 ou après la réduction conformément au paragraphe 5 dudit article.

2. Les États membres mentionnés à l'article 39, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/2001 comptabilisent avant le 1^{er} novembre de chaque campagne de commercialisation, les quantités de sucre raffinées au titre de la campagne de commercialisation précédente par les raffineries visées à l'article 7, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1260/2001, en convertissant en équivalent de sucre blanc les quantités de sucre brut visées au paragraphe 1.

La conversion visée au premier alinéa est effectuée selon la méthode définie au point II.3, de l'annexe I, du règlement (CE) n° 1260/2001 et, sur la base de la polarisation réelle du sucre brut, vérifié pour autant que de besoin par les autorités nationales compétentes selon la méthode polarimétrique, et dont le degré est exprimé avec six chiffres décimaux.

Article 2

1. Avant le 1^{er} décembre de chaque campagne de commercialisation, les États membres mentionnés à l'article 39, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1260/2001 communiquent à la Commission:

- a) les quantités de sucre visées à l'article 1^{er}, paragraphe 1, du présent règlement, effectivement raffinées au titre de la campagne de commercialisation précédente, en poids du sucre en l'état et exprimées en équivalent de sucre blanc selon les dispositions du paragraphe 2 dudit article;
- b) le cas échéant, les quantités soumises à l'application de la pénalité prévue à l'article 39, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1260/2001.

2. Les communications visées au paragraphe 1 sont faites par voie électronique sur les formulaires adressés à cet effet par la Commission aux États membres.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le troisième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

⁽¹⁾ JO L 178 du 30.6.2001, p. 1.

⁽²⁾ JO L 104 du 20.4.2002, p. 26.

⁽³⁾ JO L 162 du 1.7.2003, p. 25.

⁽⁴⁾ JO L 200 du 30.7.2002, p. 14.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

**RÈGLEMENT (CE) N° 1461/2003 DE LA COMMISSION
du 18 août 2003**

établissant les conditions applicables aux projets pilotes relatifs à la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche et à la télédétection

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CE) n° 2371/2002 du Conseil du 20 décembre 2002 relatif à la conservation et à l'exploitation durable des ressources halieutiques dans le cadre de la politique commune de la pêche ⁽¹⁾, et notamment son article 22, paragraphe 3, et son article 23, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément au règlement (CE) n° 2371/2002, le Conseil est tenu de statuer, en 2004, sur l'obligation de transmettre électroniquement les informations concernant les activités de pêche, afin d'assurer une meilleure gestion des possibilités de pêche, d'une part, et de mettre en place un dispositif de télédétection permettant de localiser en mer les navires de pêche, d'autre part.
- (2) Des projets pilotes relatifs à la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche et à la télédétection peuvent être réalisés en coopération avec la Commission afin d'évaluer, avant le 1^{er} juin 2004, les technologies à utiliser.
- (3) Il convient donc, pour permettre aux États membres de mener ces projets pilotes, d'en fixer les conditions de réalisation. Il y a lieu de préciser, en ce qui concerne la transmission électronique des informations, les informations à enregistrer et à communiquer de manière électronique, ainsi que les fonctions et caractéristiques des systèmes d'enregistrement et de transmission électronique des informations concernées à bord des navires de pêche. En ce qui concerne la télédétection, il convient également d'indiquer les fonctions et caractéristiques de ce système et les zones à surveiller au cours de la période d'application des projets pilotes.
- (4) La Commission doit être informée par les États membres de l'avancement et des résultats des projets pilotes, en particulier afin d'évaluer le rapport coût-efficacité des technologies à utiliser pour améliorer l'efficacité du contrôle de la pêche.
- (5) Une participation financière de la Communauté peut être accordée pour les projets pilotes menés par les États membres, dans les conditions définies par la décision 2001/431/CE du Conseil du 28 mai 2001 relative à une participation financière de la Communauté à certaines dépenses consenties par les États membres pour la mise en œuvre des régimes de contrôle, d'inspection et de surveillance applicables à la politique commune de la pêche ⁽²⁾.

- (6) Les mesures prévues par le présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la pêche et de l'aquaculture,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Objet

Le présent règlement établit certaines conditions relatives à la mise en œuvre par les États membres des projets pilotes prévus à l'article 22, paragraphe 1, point c), et à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 2371/2002 relatif à la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche et à la télédétection.

Article 2

Délais de rigueur

1. Les projets pilotes doivent être opérationnels à compter du 1^{er} décembre 2003 et le rester au moins jusqu'au 31 mai 2004.
2. Les projets relatifs à la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche et à la télédétection mis en œuvre par les États membres avant l'entrée en vigueur du présent règlement sont considérés comme des projets pilotes aux fins du présent règlement.

CHAPITRE II

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DES INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DE PÊCHE

Article 3

Sélection des navires de pêche

Les États membres qui mettent en œuvre des projets pilotes portant sur la transmission électronique des informations concernant les activités de pêche sélectionnent un nombre adéquat de navires, de préférence de longueurs différentes.

Article 4

Rapports présentés à l'autorité compétente

Sans préjudice des obligations prévues par la législation communautaire, les capitaines des navires de pêche communautaires participant au projet pilote enregistrent quotidiennement et communiquent par voie électronique à l'autorité compétente de l'État membre du pavillon les informations concernant les sorties et les activités de pêche et indiquant en particulier:

⁽¹⁾ JO L 358 du 31.12.2002, p. 59.

⁽²⁾ JO L 154 du 9.6.2001, p. 22.

- a) les quantités capturées et détenues à bord, ventilées par espèces, lorsqu'elles dépassent 50 kilogrammes d'équivalent poids vif;
- b) la date et la localisation de ces captures;
- c) le type d'engin utilisé, et
- d) dans le cas des navires de pêche ayant une longueur hors tout supérieure à 18 mètres et exerçant des activités de pêche dans une zone où des règles spécifiques d'accès aux eaux et aux ressources sont applicables, la date et l'heure de la mise en place ou de la remise en place d'un engin fixe ainsi que la date et l'heure de l'achèvement des opérations de pêche mettant en œuvre cet engin fixe.

Article 5

Équipement des navires

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour garantir que les navires battant leur pavillon et participant au projet pilote sont équipés de systèmes capables d'enregistrer et de transmettre par voie électronique des informations concernant leurs activités de pêche au cours de la période d'application des projets pilotes.

Article 6

Transmission des informations

1. Un mois au plus tard avant que les projets ne soient opérationnels, les États membres transmettent à la Commission:
 - a) les références complètes de l'autorité compétente désignée pour assurer le suivi des projets pilotes;
 - b) la liste des navires participants, indiquant pour chacun d'entre eux au moins le numéro interne d'inscription au registre de la flotte ainsi que son nom;
 - c) un aperçu des caractéristiques techniques des équipements embarqués, et
 - d) une description du mode de collecte et de traitement des données par l'autorité compétente.
2. Dès que les projets sont opérationnels, les États membres informent la Commission de tout changement apporté à la liste des navires participants.
3. La Commission communique aux États membres les données qu'elle a reçues en application des paragraphes 1 et 2.

Article 7

Traitement des données relatives aux activités de pêche

1. Les États membres prennent les mesures nécessaires pour faire en sorte que les informations transmises électroniquement par les navires battant leur pavillon qui participent au projet soient traitées par les autorités compétentes.

2. Quel que soit le système utilisé, les autorités enregistrent les informations sous une forme informatisée. Les États membres veillent à ce que les données soient conservées jusqu'au 31 décembre 2004.

CHAPITRE III

TÉLÉDÉTECTION

Article 8

Systemes de détection des navires

1. Les États membres mettant en place et testant des systèmes de détection des navires faisant appel à la télédétection («VDS») utilisent des images permettant de localiser en mer les navires de pêche croisant dans les eaux relevant de leur souveraineté ou de leur juridiction ainsi que dans d'autres zones où peuvent opérer les navires de pêche battant leur pavillon.
2. Le projet pilote détermine l'aptitude du VDS à:
 - a) utiliser des images de télédétection spatiales ou aériennes pour déterminer le nombre de navires de pêche et leur position dans une zone donnée;
 - b) procéder à un contrôle croisé des positions des navires de pêche en recoupant les détections par le VDS et les rapports de position provenant des systèmes de surveillance des navires («VMS»), et
 - c) signaler la présence possible de navires de pêche pour lesquels aucune communication de la position n'a été reçue par VMS.

Article 9

Zones maritimes à surveiller

1. Les États membres décident de la (des) zone(s) maritime(s) à surveiller au cours de la période d'application des projets pilotes.
2. Un mois au plus tard avant que le projet ne soit opérationnel, les États membres communiquent à la Commission des renseignements sur le projet, et notamment sur l'autorité compétente désignée pour assurer le suivi des projets pilotes, sur le nombre d'images et sur les zones où ces images seront prises. Les États membres justifient le choix des zones.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS FINALES

Article 10

Coopération entre les États membres

1. Les États membres peuvent mener en commun des projets pilotes.
2. La Commission suit l'avancement des projets pilotes et facilite la coopération entre États membres.

*Article 11***Rapports présentés à la Commission**

1. Avant le 30 avril 2004, chaque État membre présente à la Commission un rapport d'évaluation des projets pilotes qu'il a mis en œuvre; celui-ci contient notamment une description technique des systèmes mis en œuvre pour les besoins des projets pilotes et précise leur mode d'interconnexion avec les systèmes existants de suivi, de contrôle et de surveillance.

2. Avant le 31 juillet 2004, chaque État membre présente son rapport final contenant notamment des précisions sur le rapport coût-efficacité et sur le fonctionnement des systèmes, ainsi que ses observations concernant l'utilisation des technologies appliquées.

Article 12

Le présent règlement entre en vigueur le septième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CE) N° 1462/2003 DE LA COMMISSION**du 18 août 2003****fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza**

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 4088/87 du Conseil du 21 décembre 1987 déterminant les conditions d'application des droits de douane préférentiels à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1300/97 ⁽²⁾, et notamment son article 5, paragraphe 2, point a),

considérant ce qui suit:

En application de l'article 2, paragraphe 2, et de l'article 3 du règlement (CEE) n° 4088/87 précité, des prix communautaires à l'importation et des prix communautaires à la production sont fixés tous les quinze jours pour les œillets uniflores (standard), les œillets multiflores (spray), les roses à grande fleur et les roses à petite fleur, applicables pour des périodes de deux semaines. Conformément à l'article 1^{er} *ter* du règlement (CEE) n° 700/88 de la Commission du 17 mars 1988 portant certaines modalités d'application du régime applicable à l'importation dans la Communauté de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza ⁽³⁾, modifié en

dernier lieu par le règlement (CE) n° 2062/97 ⁽⁴⁾, ces prix sont fixés pour des périodes de deux semaines sur la base des données pondérées fournies par les États membres. Il est important que ceux-ci soient fixés sans délai pour pouvoir déterminer les droits de douane à appliquer. À cet effet, il est opportun de prévoir la mise en vigueur immédiate du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets uniflores (standard), les œillets multiflores (spray), les roses à grande fleur et les roses à petite fleur visés à l'article 1^{er} *ter* du règlement (CEE) n° 700/88, pour une période de deux semaines, sont fixés en annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 19 août 2003.

Il est applicable du 20 août au 2 septembre 2003.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 18 août 2003.

Par la Commission

J. M. SILVA RODRÍGUEZ

Directeur général de l'agriculture⁽¹⁾ JO L 382 du 31.12.1987, p. 22.⁽²⁾ JO L 177 du 5.7.1997, p. 1.⁽³⁾ JO L 72 du 18.3.1988, p. 16.⁽⁴⁾ JO L 289 du 22.10.1997, p. 1.

ANNEXE

du règlement de la Commission du 18 août 2003 fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les œillets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza

(en EUR par 100 pièces)

Période: du 20 août au 2 septembre 2003

Prix communautaires à la production	Œillets uniflores (standard)	Œillets multiflores (spray)	Roses à grande fleur	Roses à petite fleur
	11,12	12,20	14,40	9,31
Prix communautaires à l'importation	Œillets uniflores (standard)	Œillets multiflores (spray)	Roses à grande fleur	Roses à petite fleur
Israël	—	—	4,58	4,92
Maroc	—	—	—	—
Chypre	—	—	—	—
Jordanie	—	—	—	—
Cisjordanie et bande de Gaza	—	—	—	—